



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 25 février 2019

Discours de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre
Rencontre avec la communauté Française
Bamako, Mali
Samedi 23 février 2019

Seul le prononcé fait foi

Madame et Messieurs les ministres,
Messieurs les parlementaires,
Monsieur l'ambassadeur,
Mesdames et Messieurs les conseillers consulaires,
Mesdames et Messieurs,

C'est dans « Mali, ô Mali » qu'Erik ORSENNA nous amène un dialogue entre un personnage qui s'appelle Ismaël et la très célèbre Madame Bâ, qui s'impatiente, ce à quoi Ismaël lui dit : "*Que veux-tu que je te dise ? Je vois Bamako, et je l'aime.*" Et effectivement, sans doute suffit-il d'un regard pour aimer Bamako, sans doute suffit-il de découvrir, comme je le fais aujourd'hui pour la première fois dans ma vie, le Mali et, singulièrement, sa capitale, pour y ressentir quelque chose qui relève d'un lien particulier, d'un lien ancien, d'un lien intense avec cette ville et avec ce pays. C'est un message de confiance, d'amitié, je dirais même d'affection que je suis venu adresser au Mali, au président de la République, au Premier ministre, évidemment, que j'avais eu l'honneur de recevoir au mois de juin dernier, à Paris.

Cette amitié, celle qui unit la France au Mali, qui est fondée sur une histoire commune, sur des intérêts communs, elle est aussi, depuis longtemps, et singulièrement en ce moment, fondée sur une épreuve traversée ensemble. C amitié se fonde sur la fraternité des armes. Le président l'a parfaitement résumé lorsqu'il est venu en France, à Paris, il y a trois ans, dans une conférence qu'il avait prononcée et donnée à la Sorbonne qui s'appelait « De Verdun à Serval ». Depuis 2013, c'est au tour des soldats français de venir au Mali et de se battre contre le terrorisme djihadiste. J'en vois sous cette tente, je les salue à la fois respectueusement et avec reconnaissance. J'aurai l'occasion, en fin d'après-midi et demain, de passer un moment avec les 1 600 femmes et hommes qui stationnent à Gao, d'abord pour rendre hommage aux 24 Français qui ont perdu la vie sur le sol malien, ensuite pour les féliciter car nous obtenons des résultats, nous avons porté des coups très durs, Madame la Ministre, vous le savez mieux que quiconque, au groupe terroriste ces derniers jours, leur exprimer notre reconnaissance, notre admiration aussi pour ce qu'ils font. J'ai la conviction, et je crois qu'elle est largement partagée, que ce que nous faisons ici, ce qu'ils font pour la France, c'est livrer un combat

d'intérêt commun qui préserve nos intérêts, y compris, en partie, notre sécurité à la maison. La menace, elle, n'a pas disparu. Elle est contenue, mais il ne faut pas imaginer qu'elle serait inexistante. Nous devons donc poursuivre ce combat, le poursuivre dans la durée, avec la mission des Nations Unies au Mali, avec les missions européennes, avec le G5 Sahel. Je l'ai dit, ce combat qu'il faut mener, il est vital pour la stabilité de la région et d'une grande partie de l'Afrique, il est vital pour la sécurité de l'Europe, pour celle des Françaises et des Français qui vivent ici. J'ai le souvenir de l'attaque qui s'est déroulée le 18 juin 2017, qui a porté à la communauté française un coup douloureux. Je sais le sort actuel de notre compatriote Sophie PÉTRONIN, qui a été enlevée le 24 décembre 2016, et je veux dire que tous les services de l'État sont à pied d'œuvre pour la retrouver et pour la ramener auprès des siens. Vous savez que le Gouvernement a également investi pour renforcer la sécurité des établissements scolaires. J'ai parfaitement conscience que les consignes de sécurité qui sont formulées par l'ambassade peuvent apparaître, au jour le jour, comme des contraintes, et parfois comme des contraintes potentiellement tatillonnes, mais je crois que vous avez conscience qu'elles sont le fruit d'un travail minutieux, qu'elles sont là pour protéger, et certainement pas pour vous compliquer la vie.

L'amitié qui nous rapproche du Mali se fonde aussi sur une volonté partagée de consolider le dialogue, de réussir la paix, de construire le développement. J'ai eu l'occasion de dire il y a quelques minutes, devant les chefs d'entreprise, que la sécurité, c'était un combat militaire notamment actuel, mais c'est aussi un combat pour l'avenir, un combat qui passe par l'éducation, un combat qui passe par le développement économique. À chaque fois qu'au Mali, on forme, à chaque fois qu'au Mali, on crée, on développe une activité économique, on sert les intérêts du Mali, on sert les intérêts de la France et surtout, on sert une prospérité et une sécurité future. Notre objectif, c'est d'aider le Mali, d'aider l'État malien à reconquérir une forme de souveraineté sur l'ensemble de son territoire, de l'aider à développer son économie et son avenir, de faire rayonner sa culture -elle est immense - son architecture, en particulier celle de Tombouctou, ses manuscrits multiséculaires qui font partie du patrimoine universel et qui, parce qu'ils font partie du patrimoine universel, faisaient aussi partie des cibles prioritaires des djihadistes.

Notre amitié, elle doit reposer sur ces intérêts communs, elle doit reposer sur cette histoire commune, elle doit aussi reposer sur des projets, sur des visions d'avenir. Des projets concrets, il m'a été donné l'occasion d'en voir et d'en évoquer un certain nombre aujourd'hui. Je pense, par exemple, aux travaux qui sont en cours de réalisation de l'usine de captation et de traitement d'eau potable, qui devrait desservir, dans un premier temps, plus d'un million d'habitants et, à terme, trois millions d'habitants dans la ville. C'est du concret, ce sont des travaux qui avancent. Il se trouve qu'un très grand nombre d'entreprises françaises y participent. Il faut s'en réjouir, c'est plutôt une excellente nouvelle et c'est, d'une certaine façon, une très bonne préparation de l'avenir. Doubler la ligne à haute tension entre la centrale de Manantali et Bamako, c'est du concret aussi. Tout ce qui peut relever de la formation de la jeunesse malienne, pour qu'elle s'insère dans l'emploi, pour qu'elle contribue à la richesse de son pays, c'est du concret, et nous avons, avec l'AFD, signé il y a quelques heures un protocole qui permettra justement le développement de cette formation professionnelle et l'accueil de 7 500 personnes dans ce cadre.

Investir dans l'économie du Mali, c'est du concret, et c'est même indispensable, dans les grandes infrastructures, dans l'agriculture, dans le coton bio. Je vous ai dit que c'était la première fois que je venais au Mali, mais il se trouve que certains ici savent que je suis Havrais. Le Havre, , c'est aussi la ville qui, pendant très longtemps, a été la grande ville du

coton en France, la ville où on apportait le coton, la ville où on négociait le coton. Investir dans le coton au Mali, c'est intelligent. Investir dans le coton au Mali, c'est vérifier, comme nous sommes en train de le faire, grâce à des engagements sur des volumes d'achat, c'est la possibilité de développer une filière bio, et c'est indispensable. C'est aussi, disons-le clairement, faire en sorte que le développement industriel à partir du coton ait lieu au Mali, et pas forcément ailleurs. Le Premier ministre et le président me disaient tout à l'heure que 2% de la transformation de la matière première intervenaient ici, sur le territoire du Mali. Le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est peu. La vérité, c'est que c'est insuffisant. Et tout ce que nous pouvons faire, là encore, pour développer ces filières industrielles de transformation de la matière première, en bonne intelligence d'ailleurs avec les industriels français, c'est bon pour le Mali, c'est bon pour la France, c'est en vérité bon pour tout le monde. Nous devons favoriser ces investissements. J'ai cité le coton parce que j'ai un lien familial avec le coton, mais on pourrait citer le numérique, on pourrait citer l'énergie. Tous ces investissements sont nécessaires pour le Mali, pour son développement économique et politique. Tous ces investissements peuvent être d'excellentes affaires pour la France et pour les Français. Il faut donc que nous valorisions, dans la relation entre la France et le Mali, ce qui ne l'est pas suffisamment.

Le lien militaire, compte tenu de l'actualité, est évident. Le lien politique est assumé et, au fond, il est difficile de l'oublier. Le lien avec les grandes institutions publiques qui participent au développement, tout le monde y pense spontanément. Mais les secteurs privés des deux pays, dans leur capacité à travailler en commun avec ou sans l'État, leur capacité à travailler collectivement, à faire vivre des projets, à s'enrichir mutuellement, d'une certaine façon, et quand je parle d'enrichissement, je ne parle pas nécessairement d'enrichissement financier mais faire en sorte que la relation très forte entre la France et le Mali puisse aussi s'incarner dans une relation d'affaires entre des entrepreneurs privés en France, au Mali, des entrepreneurs Français au Mali, des entrepreneurs Maliens en France, des entrepreneurs Franco-maliens, tout cela est essentiel, et pour le coup, je pense que tout cela est trop peu dit et trop peu mis en avant lorsqu'on parle des relations bilatérales. Tout ça, c'est du concret, et c'est du concret important et décisif parce que, je le dis et je le redis, pour lutter contre la misère, pour circonvier le sentiment de désespoir qui peut naître lorsqu'on a l'impression qu'il n'y a pas d'avenir, pour éviter les dérives, voire les extrémismes, il n'y a rien de tel que l'éducation et la prospérité. Et ça doit donc être des objectifs qui sont, au fond, du même ordre que ceux du combat immédiat contre le terrorisme.

C'est ce que je voulais vous dire ici, mais je ne voulais pas me contenter de dire un certain nombre d'éléments sans doute trop rapides sur la relation qui unit la France et le Mali car, si bien sûr, ici, il y a une majorité de gens qui sont directement, personnellement concernés par cette relation, il y a aussi et peut-être même avant tout des Françaises et des Français qui aiment la France et qui, où qu'ils vivent, s'intéressent à ce qui s'y passe, à ce qui s'y décide, à ce qui s'y joue.

Il n'aura échappé à personne que la France a connu, et connaît à certains égards encore, un épisode de colère, une expression inédite et puissante d'une colère vive et, à mon sens, profonde, une colère qui vient de loin, une colère qui s'exprime en France sous une forme particulière, mais dont j'ai l'intuition qu'elle n'est pas propre à la France, car, au fond, ce qui s'exprime, c'est l'impatience et la colère d'une population qui, depuis 10 ans, voit son niveau de vie stagner voire descendre, qui a le sentiment que ses enfants vivront moins bien qu'elle, qui a le sentiment de ne plus participer à des décisions qui sont prises dans des lieux ou par des hommes ou des femmes qui ne les écoutent plus ou ne les représentent plus. Ces trois

éléments – l'érosion du pouvoir d'achat, l'absence de perspective et la distance vis-à-vis de la République – on les a vus en France mais on les a trouvés dans d'autres pays d'Europe occidentale. Ce sentiment-là n'est pas très différent du sentiment qui s'est exprimé parfois au Royaume-Uni au moment du Brexit, il n'est pas complètement différent de celui qui s'exprime parfois en Italie, au moment de votes politiques qui ont conduit à des choix marqués, il n'est pas non plus complètement différent ou absent dans l'expression et les choix politiques formulés par les électeurs américains lors de la dernière élection américaine. Autrement dit, cette manifestation française, et très spécifiquement française dans la façon dont elle s'exprime, elle a des relations avec quelque chose de plus général, de plus ancien, de plus profond.

Pour y répondre, nous avons choisi de passer à la fois par des mesures puissantes en termes de redistribution des revenus du travail et d'augmentation du pouvoir d'achat et puis par un grand débat national qui n'a pas pour objet d'être en lui-même la solution à tous les problèmes mais qui doit permettre à tous nos concitoyens, où qu'ils soient, quel que soit leur âge, quel que soit leur lieu d'habitation, quelle que soit leur activité professionnelle, de dire ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas, de dire ce qu'ils souhaitent ou ce dont ils ont peur, de dire au fond la façon dont ils envisagent la construction de notre pays entre demain et 10, 20 ou 30 ans.

Lorsque nous avons annoncé ce grand débat, il y a beaucoup de gens qui ont marqué un scepticisme assez fort ou qui ont dit "Ça ne marchera jamais" ou qui ont dit "Non, ça ne peut pas prendre". On est aujourd'hui le 23 février, le débat a commencé le 15 janvier et ce qu'on observe partout en France, c'est que le débat il prend. D'ici le 15 mars, date à laquelle les réunions qui sont organisées dans le cadre de ce grand débat s'achèveront plus de 8 000 auront été organisées. Peut-être arriverons-nous jusqu'à 10 000, je n'en sais rien, mais au moins 8 000 auront été organisées, ça c'est certain. 8 000 réunions dans des grands centres urbains ou parfois dans des tous petits villages de l'Allier. Je dis de l'Allier parce que j'ai été dans un petit village de l'Allier pour participer à un de ces grands débats. Et pendant des heures on débat de la France qu'on aime et de la France qu'on veut. Ce débat, ces 8 000 réunions, ces millions de contributions qui ont été adressées sur le site, il a pris. C'est une bonne nouvelle. Il faudra en sortir parce qu'un débat, il y a un moment où il faut en tirer les enseignements, et il y a un moment – et c'est bien naturel – où il appartiendra à la puissance publique de dire ce qu'elle en retient et ce qu'elle en fait. Ce moment-là n'est pas encore venu et je ne veux pas en préempter les conclusions. Mais ce qui est extraordinaire et ce qui est très sain, c'est que ce débat n'est pas propre au village le plus reculé de la campagne la plus lointaine ou au quartier le plus urbain de la plus grande métropole, il y a lieu aussi avec les Français et chez les Français de l'étranger.

Dans beaucoup d'ambassades, de consulats, dans beaucoup de lieux où les Français vivent à l'étranger, des débats de cette nature ont été organisés. Je sais que c'est le cas ici au Mali puisque le 9 février dernier un de ces débats a été organisé par des membres de votre communauté. Je voudrais remercier celles et ceux, les élus consulaires, le député, Monsieur le député, qui ont rendu cette rencontre possible, qui ont fait que les Français de Bamako ont pu participer et écouter ce que les autres Français de Bamako avaient à dire sur la France qu'ils voulaient construire. Il se trouve qu'il y a quelques minutes on m'a donné quelques éléments de synthèse de ce débat. Et au fond, et de façon assez intéressante, on entend des choses qui ne sont pas du tout sans rapport avec ce que disent nos concitoyens sur le territoire national et en métropole. Ce n'est pas totalement sans lien. La question de la distance avec les services ou la qualité des services. Comment on est certain qu'on peut avoir accès à l'école dans de

bonnes conditions ? Comment est-ce que nous pouvons envisager la suite de la scolarité de nos enfants dans de bonnes conditions ? Comment faire en sorte que l'utilisation du numérique ne devienne pas une limite parce que ce serait plus cher ou parce que ce serait moins accessible ? Bref, il y a des questions importantes qui sont posées et le parti que nous avons pris c'est que toutes les contributions à ce grand débat seraient utilisées, y compris bien entendu celles des Français de l'étranger qui, comme le disait un de vos représentants, affirment à juste titre et je les comprends qu'ils veulent être considérés comme « des Français à part entière et pas comme des Français à part ». Ce qui est d'ailleurs le propre de tous nos concitoyens, et là encore je trouve une expression qui pourrait être reprise, dans les mêmes termes, par tous ceux qui habitent dans un petit village de Seine-Maritime, à Octeville-sur-Mer, chère à mon cœur, ou ailleurs.

Comment est-ce que nous sortirons de ce débat ? Quelles seront les grandes mesures prises après que les Français se seront exprimés ? Il n'est pas encore venu le moment de tirer les conclusions, je l'ai dit, mais il y a une chose qui me paraît certaine, c'est que nous ne pouvons pas sortir de ce grand débat en poursuivant les politiques de la même manière qu'elles ont été engagées depuis 30 ans. Je ne critique en rien ceux qui ont pris des décisions durant les 30 dernières années, ils ont fait de leur mieux et je comprends peut-être encore mieux encore qu'avant combien c'est difficile. Mais il est certain que si nous voulons obtenir des résultats différents, nous allons devoir faire autrement, nous allons devoir essayer de viser plus loin, nous allons devoir essayer de transformer en profondeur un certain nombre de choses qui n'ont pas encore été transformées et qui doivent l'être sous peine de ne plus du tout fonctionner.

Y a une chose dont on parle très peu dans ces grands débats, et, voyez-vous Mesdames et Messieurs, j'ai toujours le sentiment que ce qui se dit est toujours aussi intéressant que ce qui ne se dit pas. Et il y a une chose dont on parle très peu dans ce grand débat, c'est du monde, c'est de la place de la France dans le monde. Tout se passe très souvent comme si le débat était purement hexagonal, purement dans la relation entre un individu et les services publics de son pays ou la fiscalité de son pays. Comme si, au fond, on n'arrivait pas à saisir le fait que la volonté de puissance exprimée par un certain nombre d'Etats à l'Est peut avoir un impact et a directement un impact sur ce que nous vivons ; comme si les déséquilibres, voire les fragilités, d'un certain nombre d'Etats au Sud n'avait pas un impact sur ce que nous vivons ou sur ce que nous allons vivre dans les années qui viennent ; comme si, au fond, les grands déséquilibres du monde ou les grandes recompositions du monde ou l'économie mondialisée telle que nous la connaissons seraient quelque chose sur lequel on n'aurait ni prise ni même véritablement de raisons de s'interroger.

Je pense, Mesdames et Messieurs, que vous en tant que Français de l'étranger vous pourriez apporter quelque chose dans ce grand débat national : c'est rappeler que la France est un pays formidable, qui a des spécificités auxquelles elle tient, auxquelles nous tenons tous, mais enfin qu'elle est dans le monde, qu'elle a des intérêts dans le monde et qu'elle subit des choses qui se passent dans le monde et que nous ne pouvons plus raisonner à « hexagone fermé ». Ça n'a plus de sens. Si nous voulons préparer la France de demain, si nous voulons la construire ensemble, nous devons faire attention à ne pas construire la France telle que nous aimerions en théorie qu'elle soit mais bien prendre en compte la France dans le monde tel qu'il est. C'est un défi majeur et je ne sais pas - je le dis comme je le pense - si aujourd'hui dans le grand débat national cette dimension a suffisamment été prise en compte. J'aimerais que vous puissiez dire dans le cadre de ce grand débat par des contributions, par des expressions, directement à l'égard des parlementaires qui vous représentent, ce que vous

attendez de la France dans le monde en 2019, quels sont les fondamentaux de sa puissance, quels devraient être les fondamentaux de sa puissance. Qu'est-ce qui fait sa spécificité, quelles sont les spécificités auxquelles on tient et quelles sont les spécificités, et il y en a peut-être, dont on aimerait pouvoir se passer ? Parce qu'ayant vécu ailleurs, connaissant ailleurs, on sait qu'on peut faire autrement. Où devons-nous être présents ? Nous avons un lien multiséculaire avec l'Afrique, un lien historique, un lien humain, un lien économique, un lien politique, un lien culturel, un lien d'une puissance incroyable, qu'est-ce que nous voulons faire de ce lien ?

Dans la France des 30, 40, 50 années qui viennent, dans la France de nos enfants, de nos petits-enfants, quelle doit être la place et le lien entre la France et l'Afrique ? Mais ce n'est pas une petite question, c'est une question essentielle ! Mais pour l'instant elle n'est pas posée, et je pense que vous pourriez utilement contribuer à enrichir la réflexion sur ce sujet. Je ne veux pas là encore préempter les réponses qu'il conviendra de donner sur ces sujets mais, au fond, je voudrais terminer par une exhortation collective, une invitation.

Vous connaissez cette phrase que le Général DE GAULLE a prononcée peu avant sa mort lorsque, tel Cyrano qu'il aimait beaucoup, il a voulu montrer un peu de panache, encore une fois, et qu'il disait sa conviction que: "la France étonnera encore". Eh bien, Mesdames et Messieurs, sommes-nous encore capables d'étonner ? Sommes-nous encore capables de construire un pays original, fort, solidaire, qui soit en mesure d'étonner dans le meilleur sens du terme ?

Bon débat, merci beaucoup.